

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages
la compréhension d'est contagieux!



Crise économique, crise sociale, crise écologique...

L'occasion d'imaginer une « autre » économie !

La crise économique frappe à notre porte. Au Québec et au Canada, son impact commence à se faire sentir. Déjà les petits actionnaires ont enregistré de fortes pertes et ce n'est guère mieux pour les fonds d'épargne et de retraite. Dans les secteurs manufacturiers et des ressources, les pertes d'emploi s'accroissent. Cette crise, la plus importante depuis celle de 1929, qui s'ajoute à la crise écologique et à la crise sociale, engendrée par la pauvreté et l'exclusion croissantes, en amène plusieurs à s'interroger sur le bien-fondé d'un système économique qui multiplie les crises et creuse un fossé sans cesse croissant entre l'élite économique et l'ensemble des citoyens. Les cent dirigeants de compagnies les mieux rémunérés au Canada gagnent en moins de 10 heures l'équivalent du salaire moyen annuel d'un Canadien travaillant à temps complet. Et ils ont besoin d'à peine plus de 4 heures de travail pour gagner le salaire annuel d'un Canadien payé au salaire minimum. Les écarts sont encore plus manifestes aux États-Unis. Et voilà qu'avec les fonds publics, les gouvernements volent maintenant au secours de la grande entreprise et des institutions financières, notamment les banques.

1 De l'État providence à l'État néo-libéral

Pour relancer l'économie au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, un consensus mondial s'était fait pour confier aux gouvernements un rôle actif dans l'économie afin de stimuler et de réguler celle-ci, tout en assurant aux citoyens des protections sociales, comme l'assurance-chômage, et un meilleur accès à des services considérés essentiels comme la santé et l'éducation. On a appelé « keynésien » ce modèle du nom de l'économiste anglais de renom John Maynard Keynes qui en a été le principal inspirateur. Au fil des ans, les revendications citoyennes, syndicales et populaires ont accru les protections sociales et élargi l'accès aux services.

Ce modèle « keynésien », reconnaissant à l'État un rôle actif dans l'économie, a volé en éclat dans les années 70, sous la pression des grands conglomérats soucieux d'agir en toute liberté pour accroître leurs marges de profits et pénétrer de nouveaux marchés, notamment les services publics gérés par les États. Les Margaret Thatcher en Angleterre, Ronald Reagan aux États-Unis, Brian Mulroney au Canada et leurs successeurs ont mis en place toute une série de mesures politiques visant à restreindre les interventions étatiques dans l'activité économique, à privatiser les services publics, à ouvrir les frontières à la concurrence internationale et à déréglementer l'économie afin que les entreprises puissent « faire des affaires » avec un minimum de contraintes. On nomme « néo-libéral » ce modèle qui se caractérise par une certaine forme de « laissez-faire » économique.

C'est dans cette culture générale du « laissez-faire » que d'importantes banques américaines ont pris la liberté de créer, avec l'argent des épargnants, de nouveaux produits « imaginatifs » et risqués. Tels les prêts hypothécaires à haut risque consentis à des ménages sans réelle capacité de remboursement. Le système financier international « gangrené » par les créances douteuses qu'y avaient entretemps dispersées les institutions prêteuses s'est alors mis à vaciller provoquant la baisse actuelle de confiance, prélude à une réelle crise économique.

La croissance ne profite pas à tout le monde

Le modèle de « libre marché » a produit une croissance économique soutenue depuis les années 90, mais cette croissance a créé de profondes inégalités. En 2006, le salaire moyen des 100 PDG les mieux payés au Canada (8,5 millions \$) est 218 fois plus élevé que le salaire annuel moyen d'un travailleur canadien (39 000 \$). Aux États-Unis, de 1970 à 2007, l'écart entre le salaire du PDG et celui du travailleur a été multiplié par 8 passant de 35 fois à 270 fois.

(Source : Centre canadien de politiques alternatives - www.policyalternatives.ca, et L'Actualité, 1er novembre 2008)

2 Privatisation des profits et socialisation des pertes

Le modèle dit « néo-libéral » en vigueur actuellement dans la majorité des économies occidentales, s'inspire des théories de Adam Smith, un philosophe et économiste écossais, ayant vécu au 18e siècle. Selon ce philosophe, la règle de « l'offre et de la demande », appelée aussi « loi du marché », conduit à l'harmonie sociale, la concurrence issue de la confrontation des intérêts individuels amenant les individus à produire ce dont la société a besoin. C'est ce qu'on a appelé la théorie de « la main invisible du marché », théorie selon laquelle l'État doit s'abstenir le plus possible d'intervenir dans la sphère économique.

Mais, confrontés à la perspective de faillites en série conduisant à une véritable hécatombe économique, les tenants de « la main invisible du marché », banquiers, dirigeants de grandes entreprises et politiciens de droite en tête, font le contraire de la théorie économique qu'ils professent. Les États sont maintenant appelés d'urgence à la rescousse afin de renflouer, avec l'argent des contribuables, les coffres des institutions financières et de la grande entreprise au bord de la faillite et minimiser, au passage, les pertes de leurs actionnaires et dirigeants. Alors qu'en période de forte croissance, une infime minorité a connu un enrichissement exponentiel, voilà qu'en période de récession on en appelle aux fonds publics, c'est-à-dire à l'argent des contribuables, pour amortir les pertes financières.



Un peu d'histoire!

1929 – En l'absence de réglementation suffisante, un krach boursier provoque la plus grande crise économique du XXe siècle.

1933 – Le New Deal du président Roosevelt réaffirme le rôle de l'État dans l'économie et met en place des mesures concrètes de régulation des marchés.

1936 – L'économiste anglais John Maynard Keynes affirme que la mission de l'État est d'arriver à « contrôler et à diriger les forces économiques dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociale ».

Fin 1944 : Dans le but d'appliquer les principes économiques de Keynes, et pour éviter une répétition du grand krach, les grandes puissances s'entendent pour mettre sur pied les « institutions de Bretton Woods », dont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Toutefois, ces institutions sont devenues à la longue des instruments au service des conglomérats financiers.

Années 80 – Ronald Reagan, président des États-Unis de 1981 à 1989 et Margaret Thatcher, première ministre britannique de 1979 à 1990 inaugurent l'ère du néolibéralisme et le retour à la déréglementation. Reagan déclare même au début de son mandat « *L'État n'est pas la solution à notre problème; l'État est le problème.* ».

1991 – Effondrement de l'URSS. Beaucoup de pays socialistes adoptent le système économique capitaliste.

Années 2000 – On assiste à une recrudescence de la gauche dans le monde, notamment avec l'élection en Amérique latine de plusieurs gouvernements de gauche ou de centre-gauche.

2008 – Le monde est confronté à une triple crise : crise économique, crise sociale et crise écologique.

Où se situent nos partis?

À gauche

Au centre

À droite



Identifié comme le plus à gauche, ce parti favorise un rôle accru de l'État dans plusieurs secteurs. Parti souverainiste, résolument contre l'ouverture de la santé et de l'éducation au secteur privé, QS propose la nationalisation du secteur éolien tout comme ce fut le cas pour l'hydroélectricité.

www.quebecsolidaire.net



Ce parti, qui a des racines fortes dans plusieurs pays européens, est reconnu d'abord comme le promoteur d'un Québec écologique. Son programme axé sur le développement durable prévoit généralement des engagements qui le situent davantage à gauche de l'échiquier politique.

www.quebecvert.org



Les commentateurs politiques s'accordent généralement pour octroyer l'étiquette de centre-gauche au Parti Québécois. Parti souverainiste qui se définit comme social-démocrate, le PQ regroupe différents courants dont une aile nettement sociale-démocrate, mais également une aile qui tire ce parti vers le centre de l'échiquier politique.

www.pq.org



La plupart des analystes situent aujourd'hui le PLQ au centre-droit de l'échiquier politique québécois. La mise en place de politiques favorisant l'établissement de partenariats publics-privés (PPP) pour la réalisation de grands projets initiés par l'État, de même que l'ouverture au secteur privé dans la santé contribuent à cette qualification de centre-droit.

www.plq.org



Identifié comme le plus à droite des partis sur l'échiquier politique, l'ADQ se présente comme le parti qui remet en cause le rôle de l'État pour faire davantage de place au secteur privé, jugé plus efficace et productif, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

www.adq.qc.ca

NOTE : Ce positionnement des partis politiques sur un axe gauche/droite se base sur l'opinion généralement véhiculée par les commentateurs politiques et dans la population.

L'origine des qualificatifs « de gauche » et « de droite »

Les termes « de gauche » et « de droite » ont une longue histoire. On doit leur origine à la Révolution française (1789-1791) alors que les députés débattaient de l'abolition de la monarchie. Les partisans du roi et de ses pouvoirs prenaient place à la droite du président de l'assemblée, alors que ses opposants, favorables à une société plus égalitaire, se tenaient à sa gauche. Depuis, on a historiquement associé la droite aux groupes et aux idées qui favorisent la défense d'un ordre respectant l'autorité des élites, et la gauche aux groupes et aux idées qui revendiquent un changement axé sur une société plus juste et plus égalitaire.

La solution...

La solution (...). Mettre fin au socialisme pour riches qui privatise les profits et fait payer les pertes aux contribuables. Accepter qu'une banque qui est trop grande pour faire faillite est aussi trop grande pour rester aux mains du secteur privé. (...) Il est temps de se servir du pouvoir politique pour sortir de ce système toxique et saisir l'occasion que cette crise nous offre.

Susan George, politologue, présidente d'honneur d'Attac France

À CONSULTER

ATTAC – Québec

Association québécoise pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne.
www.quebec.attac.org

Mouvement d'éducation et de défenses des actionnaires

www.medac.qc.ca

Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

www.cese.uqam.ca

Les éditions Écosociété

www.ecosociete.org

Pour en savoir plus

À LIRE

Mainmise sur les services :

Privatisation, déréglementation et autres stratagèmes, Claude Vaillancourt, Éditions Écosociété, 2006

Où va notre argent?

Une fiscalité pour les riches, Collectif d'auteurs d'ATTAC-Québec, Éditions Écosociété, 2006

Pourquoi les riches détruisent la planète

Hervé Kempf, Éditions du Seuil, 2007



3 Redécouvrir les vertus d'un rôle accru pour l'État

Face aux nombreux excès, ratés et scandales économiques qui se multiplient à un rythme effarant depuis quelques années (Enron, Worldcom, Norbourg, les subprimes, parachutes dorés pour les hauts dirigeants des entreprises, etc.), une tout autre vision de l'économie « fait progressivement son chemin ». Une vision qui propose en quelque sorte un retour au « keynésianisme » par un rôle accru de l'État dans une économie mise d'abord au service des personnes et des familles. Une économie animée par deux préoccupations centrales : mieux répartir la richesse et assurer un développement durable. Les défenseurs de cette nouvelle économie constatent que la recherche du profit maximum et de la rentabilité à court terme a conduit à des dérapages désastreux qui coûtent de plus en plus cher à l'ensemble des contribuables. Pour eux, les dogmes de libre marché, d'ouverture tous azimut à la concurrence internationale, de déréglementation et de privatisation doivent être remis en question et les actions des grands conglomérats financiers et industriels doivent être balisées par la nécessité de bien-être des personnes et des collectivités.



CARICATURE - BORIS

Et vous, qu'en pensez-vous?

Répondez à notre sondage sur le site Internet de La Gazette de la Mauricie
www.lagazette.ca

Le chiffre du mois

2700 MILLIARDS \$

C'est la valeur du plan de sauvetage consenti par les gouvernements à leurs banques et à leur économie depuis le mois d'octobre 2008. En 2007, avec à peine plus de 10 % de cette somme, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) estimait qu'il était possible de sortir un milliard d'individus de l'extrême pauvreté.

(Source : AFP, 3 décembre 2008, et Le Devoir, 20 juillet 2007)

LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca dans la section « Les grands enjeux »



Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6